

# ASSEMBLEE GENERALE 2015

## Documents de travail et dossier financier



Fédération patronale francophone des services à profit social :

- non agréés et non subventionnés
- agréés et non subventionnés
- agréés et partiellement subventionnés

## RAPPORT D'ACTIVITES 2014 PERSPECTIVES 2015

### Siège social

**CODEF** asbl - Rue de l'Institut 30 - 4670 Blegny - Tél. /Fax : 04/362 52 25  
Mail : [codef@codef.be](mailto:codef@codef.be) – Site : [www.codef.be](http://www.codef.be) - Facebook

AVEC LE SOUTIEN DE



RÉGION WALLONNE



# Table des matières

## EDITORIAL 3

---

Le mot du Président

## DOCUMENTS DE TRAVAIL 4

---

Ordre du jour de l'Assemblée générale du 28 mai 2015

Procès-verbal de l'Assemblée générale du 8 mai 2014

## ACTIVITES 2014 8

---

Les instances

Les moyens humains

Les membres

Les mandats

Les partenaires

La CODEF en chiffres

Actions réalisées en 2014

- Les formations
- Rencontres/débats politiques
- Services aux associations
- Dossiers traités au niveau intersectoriel
- Outils de communication
- Financement
- Interpellations politiques

## CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES 20

---

Conclusions pour 2014

Comptes 2014

Les perspectives 2015

Budget 2015

## ANNEXE 32

---

Liste des membres

## EDITORIAL

### MOT DU PRÉSIDENT

225 associations, 2365 travailleurs, sans compter les volontaires, qui œuvrent pour l'intérêt général de nos concitoyens sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, voilà un aperçu du réseau que constitue la CODEF. La force de notre fédération est celle des petites et moyennes associations de terrain qui agissent au quotidien, dans les rues, les quartiers, les villages, les villes, sur une multitude d'enjeux. Car année après année chaque association fait la différence auprès des personnes les plus vulnérables de la société. Grâce à elles, nous pouvons promouvoir un secteur à profit social à visage humain, proche des PERSONNES et de leurs BESOINS. Pour cela, nous devons innover sur le plan social, nous adapter, être flexibles... pour que des changements de vie et sociétaux durables puissent voir le jour, pour que des liens se créent ou ne s'étiolent, pour que chacun puisse être traité avec respect et sans discrimination. Nous nous devons de rappeler et de nous rappeler que les inégalités et les discriminations mettront notre démocratie en péril.

« Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. » Art 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

L'année 2014 qui s'est écoulée n'a pas été une année comme les autres et pourtant... Dans le contexte des élections et dans celui du transfert des compétences, nous avons continué à répondre à nos missions de base tout en intensifiant la représentation des associations auprès de nos décideurs politiques. De fait, notre modèle social va connaître des changements sans précédent dans les prochaines années et nous nous devons d'y participer. Nous devons y voir des opportunités sans pour autant être naïfs. En période difficile, chacun voudra protéger son « pré-carré », ses acquis... et pourquoi pas en négocier de nouveaux !

Le secteur à profit social **dont nous sommes des acteurs** doit, plus que jamais, **se mobiliser, se professionnaliser, se coaliser** s'il ne veut pas disparaître sous l'impulsion de l'hégémonie de l'argent et du pouvoir.

C'est par l'engagement indéfectible de chacun d'entre nous, que nous pourrions continuer à relever les défis et répondre aux missions qui sont les nôtres.

Tous les volontaires actifs, tous les conseils d'administration, tous les travailleurs, tous les bénéficiaires constituent l'épine dorsale du secteur non-marchand privé, un modèle d'engagement pour nos pouvoirs publics.

Au fil des ans, c'est aussi en grande partie grâce à ses membres que la CODEF est devenue la fédération qu'elle est aujourd'hui. C'est sur cet héritage d'engagement et de solidarité collective que nous continuerons de construire l'avenir.

2014 a donc été une année riche en rencontres et en débats, et ce, à tous les niveaux mais pas seulement... Nous avons répondu largement aux perspectives que nous nous étions fixées. Vous pourrez le constater en parcourant ce rapport d'activités.

Henri Rousseau - Président

## DOCUMENTS DE TRAVAIL

### ASSEMBLEE GENERALE DE LA CODEF

28 mai 2015 à 14 heures

Dans les locaux de la CODEF - rue de l'Institut 30 à Blegny

#### ORDRE DU JOUR

- Émargement de la liste des présents et vérification des mandats
- Approbation du PV de l'AG de mai 2014
- Rapport moral présenté par le président
- Rapport financier présenté par le trésorier
- Approbation des comptes 2014
- Décharge aux administrateurs
- Perspectives 2015
- Budget 2015
- Admissions et démissions au Conseil d'Administration
- Résolutions
- Questions diverses...
- Verre de l'amitié

### PROCE VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA CODEF

8 MAI 2014

Siège social : rue de l'Institut 30 à 4670 Blegny

Numéro d'entreprise : 0478.328.675

#### 1. Ouverture de l'Assemblée générale

L'an deux mille quatorze, le huit mai à 10h00, les membres de la CODEF, se sont réunis à Blegny, rue de l'institut 30 sur convocation du conseil d'administration en date du 18 avril 2014.

L'Assemblée générale est présidée par Monsieur Henri Rousseau en sa qualité de Président et de Monsieur Smets en sa qualité de Trésorier. Le secrétariat est assuré par Monsieur Smets.

Le Président demande une minute de silence en mémoire de Monsieur René Grosjean - Vice-président de la CODEF décédé le 25 octobre 2013.

Le Président fait un bref historique de l'évolution de la Codef depuis sa création jusqu'à nos jours.

## **2. Le Président rappelle l'ordre du jour est le suivant :**

- Émargement de la liste des présents et vérification des mandats
- Approbation du PV de l'AG d'avril 2012
- Rapport moral 2013 présenté par le président
- Rapport financier 2013 présenté par le trésorier
- Approbation des comptes 2013
- Décharge aux administrateurs
- Perspectives 2014
- Budget 2014
- Cotisation et modalité de paiement
- Renouvellement du Conseil d'administration
- Admissions et démissions
- Questions diverses

## **3. Emargement de la liste des présents et vérification des mandats.**

Le Président constate que 76 membres sont présents ou représentés. Il déclare que l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et prendre des décisions à la majorité requise.

La liste des présences est vérifiée par les membres du conseil d'administration qui en attestent ainsi de l'exactitude. Elle sera annexée au présent procès-verbal, en même temps que les procurations des personnes représentées.

## **4. Approbation du PV de l'AG du 30 avril 2012**

Aucune remarque, le PV est approuvé par l'AG.

Votation : Pour : 75/voix - Contre : 0 /voix - Abstention : 1/voix

## **5. Rapport moral et rapport d'activités 2013 présentés par le Président et la Permanente de la CODEF**

Monsieur Rousseau donne lecture du rapport de la présidence et demande à la Permanente de présenter le rapport d'activités 2013.

L'Assemblée générale prend acte et approuve le rapport moral fait par le Président.

Le rapport d'activités 2013 est donc approuvé à l'unanimité par l'Assemblée générale.

Votation : Pour : 76/voix - Contre : 0 /voix - Abstention : 0/voix

## **6. Rapport financier 2013 présenté par le Trésorier - comptes et bilan 2013**

Monsieur Smets présente les comptes 2013. Après lecture du rapport financier relatif aux comptes de l'association pour l'exercice 2013, l'Assemblée générale passe aux votes :

Votation : Pour : 75/voix - Contre : 0 /voix - Abstention : 1/voix

Les comptes de la CODEF sont approuvés tels qu'ils sont présentés. Dès lors, quitus de sa gestion est donné au trésorier pour l'exercice écoulé.

Les comptes 2013 sont approuvés. L'Assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs pour l'exécution de leur mandat durant l'exercice écoulé.

## **7. Perspectives d'actions pour 2014**

Monsieur Rousseau présente les pistes d'actions et les perspectives pour 2014.

Dans l'ensemble, les perspectives sont soutenues par l'Assemblée générale. Cependant, Monsieur Lhoest souhaite mettre en garde l'Assemblée générale et le Conseil d'administration quant à la capacité (en moyen humain) de la Codef à mener de front ses missions de base, la recherche de subvention pour ses propres activités, la continuité et le suivi des dossiers déjà engagés, le lobbying politique qu'il faudra mener au lendemain des élections et les nouvelles perspectives d'actions pour 2014.

Monsieur Rousseau rappelle qu'il s'agit de perspectives et que le CA définira les priorités lors des prochaines réunions.

D'autre part, Monsieur Rousseau annonce que des actions sont menées actuellement afin de permettre à la Codef d'assurer, à terme, le développement de ses missions.

## **8. Présentation par le Trésorier du budget 2013**

Monsieur Smets présente le budget 2014.

Madame Dusart demande à ce que l'an prochain le budget soit présenté en équilibre.

Votation : Pour : 72/voix - Contre : 0 /voix - Abstention : 4/voix

Le budget 2014 est approuvé par l'Assemblée générale.

## **9. Cotisations**

La cotisation est portée à 15 euros par travailleur en 2014. Les nouvelles associations arrivées en 2014 payeront 18 euros par travailleur.

Votation : Pour : 76/voix - Contre : 0 /voix - Abstention : 0/voix

L'Assemblée Générale confirme à l'unanimité les montants décidés par l'AG de 2013. L'appel à cotisation peut-être envoyé aux membres dès la semaine prochaine.

## **10. Admissions et démissions**

Démissionnaire : Eric Wislez

Décédé : René Grosjean

## **11. Renouvellement du Conseil d'administration**

Les membres sortants sont :

Henri Rousseau - Président (ARC SERVICES asbl)  
Hubert Darimont- Vice-Président (Action et recherche culturelles asbl)  
Jean-Marie Smets - Trésorier (Animation chrétienne dans les structures globales asbl)  
Jean-Marie Gilson - Administrateur (Fléron Services - culture asbl)  
Jacques Lhoest - Administrateur (La Récré du cœur asbl)  
Eric Wislez - Administrateur (ARC Services)  
René Grosjean - Vice-Président (ACLE asbl)  
Jean-Michel Defawe - Administrateur (FIBBC)

Les membres proposant un candidat au conseil d'administration :

- \* La Ferme des enfants asbl - Richard Manfroy
- \* Chaudfontaine Santé asbl - Bernadette Burquel
- \* Action locale pour l'emploi asbl - Geneviève Delhasse
- \* ARC Services asbl - Henri Rousseau
- \* Fléron Services asbl - Jean-Marie Gilson
- \* Action et recherche culturelles asbl - Hubert Darimont
- \* Animation chrétienne dans les structures globales asbl - Jean-Marie Smets
- \* La Récré du cœur asbl - Jacques Lhoest

Votation : Pour : 76/voix - Contre : 0 /voix - Abstention : 0/voix

A l'unanimité les nouveaux candidats au Conseil d'administration sont élus pour 5 ans.

## **12. Questions diverses**

Diverses questions ont été soulevées par les membres : la problématique de la régionalisation des APE, le transfert des compétences, la possibilité de transférer nos activités en entreprise à finalité sociale, la question du temps de travail, le subventionnement des associations non agréées par les politiques fonctionnelles,...

Débat a été mené à cette occasion entre les associations.

Certaines réponses aux questions ont été apportées par Monsieur Rousseau et Rose Marie Arredondas. D'autres ne trouveront réponse qu'après les élections en fonction des politiques choisies par le/les gouvernement(s).

D'autres questions plus spécifiques seront traitées au cas par cas avec les associations via des rencontres individuelles.

Le Président clôt l'Assemblée Générale à 13h00 et remercie l'ensemble des participants.

## ACTIVITES 2014

### LES INSTANCES

#### Le Conseil d'administration

**Président** : Henri Rousseau

**Vice-présidents** : Hubert Darimont - Geneviève Delhasse

**Membres du Conseil d'administration** : Jean-Marie Gilson, Jean-Marie Smets, Geneviève Delhasse, Bernadette Burquel, Henri Rousseau, Hubert Darimont, Jacques Lhoest. Richard Manfroy.

**Assemblée Générale** : l'AG est composée d'un représentant par association membre de la CODEF en ordre de cotisation.

### LES MOYENS HUMAINS

Une collaboratrice en charge du pôle secrétariat/communication (1/2 temps) : Nicole Counen

Une conseillère en charge de la coordination générale des missions et activités de la CODEF (1 ETP) : Rose Marie Arredondas.

Suite à notre demande auprès de l'administration (DGO6) et du cabinet du Ministre de l'emploi, la Codef a pu réaliser une extension pour les deux postes déjà octroyés. Le poste « d'employé administratif » a été transformé en « Responsable administratif » et le poste de « Conseillère en gestion » a été transformé en un poste de « Coordinatrice ». Ces deux postes ont été valorisés financièrement par la mesure APE.

### LES MEMBRES

#### Profil des asbl membres de la CODEF

La majorité des associations affiliées à la CODEF sont catégorisées de la manière suivante :

- **Non agréées et non subventionnées par les politiques fonctionnelles**
- **Agréées par les politiques fonctionnelles et non subventionnées**
- **Agréées et partiellement subventionnées par les politiques fonctionnelles**
- **Agréées et subventionnées par les politiques sectorielles**

Certaines asbl affiliées à la Codef développent en leur sein des activités agréées en parallèle avec d'autres activités non agréées. C'est pourquoi, ces asbl sont parfois fédérées à d'autres fédérations. Ces dernières sont des fédérations sectorielles qui

défendent et affilient uniquement les secteurs agréés et subventionnés par les politiques fonctionnelles.

(Liste des membres en annexe 1)

#### Activités des membres en fonction des codes NACE.

Nos membres développent près de 86 activités différentes au service des bénéficiaires.

#### Principales Commissions paritaires au sein des asbl

CP 318.00 pour les services des aides familiales et des aides seniors

CP 319.02 des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

CP 322.01 pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

CP 329.02 pour le secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne.

CP 332/332.02 pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé (comprenant la petite enfance).

#### Autres Commission paritaires au sein des asbl

CP 100 auxiliaire des ouvriers

CP 118 de l'industrie alimentaire

CP 144 de l'agriculture

CP 200 auxiliaire des employés

CP 218 nationale auxiliaire pour employés.

CP 227 le secteur audio-visuel.

CP 302 de l'industrie hôtelière

CP 304 du spectacle

CP 307 les entreprises de courtage et agences d'assurance

CP 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques

SCP 318.01 pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

CP 330 des établissements et des services de santé.

CP 337 non-marchand

## **LES MANDATS**

### **Mandats UNIPSO :**

Deux mandats à l'Assemblée générale (Monsieur Jean Marie Gilson et Rose Marie Arredondas).

Depuis l'Assemblée générale de l'UNIPSO de mai 2014, la Codéf siège officiellement au

Conseil d'administration de l'UNIPSO comme invitée permanente. Rose Marie Arredondas est mandatée par la CODEF pour siéger au CA du l'UNIPSO.

### **Mandats UNISOC**

La Codef est mandatée par l'UNISOC au sein de :

- ALE de Malmedy : un mandat à l'Assemblée générale et une place d'administrateur au Conseil d'administration (Rose Marie Arredondas).
- ALE de Olne : un mandat à l'Assemblée générale et une place d'administrateur au Conseil d'administration (Rose Marie Arredondas).

### **LES PARTENAIRES**

**UNISOC** - L'union des entreprises à profit social asbl est l'organisation patronale **fédérale** des secteurs à profit social en Belgique - Mandats ALE Olne et Malmedy

**UNIPSO** - L'union des entreprises à profit social est la confédération patronale intersectorielle qui représente et défend le secteur à profit social (non marchand).-  
Convention pour les formations

**Fédérations patronales sectorielles du non-marchand.**

**GROUPE S** - Secrétariat social - Convention / accord-cadre

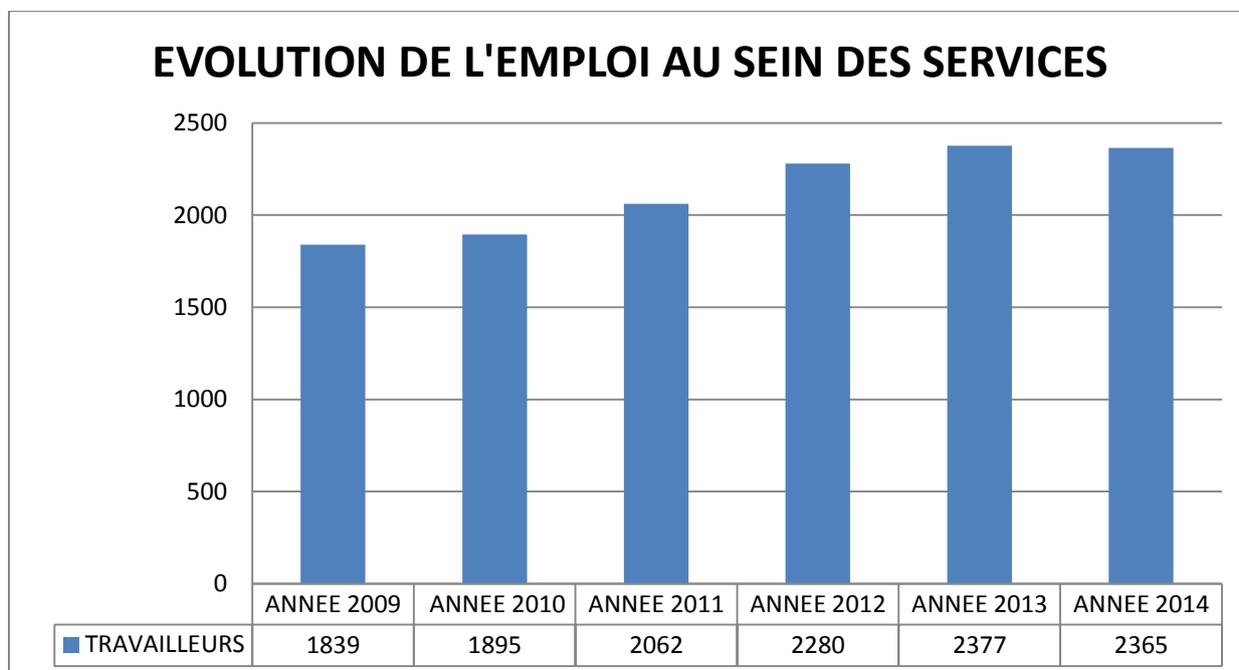
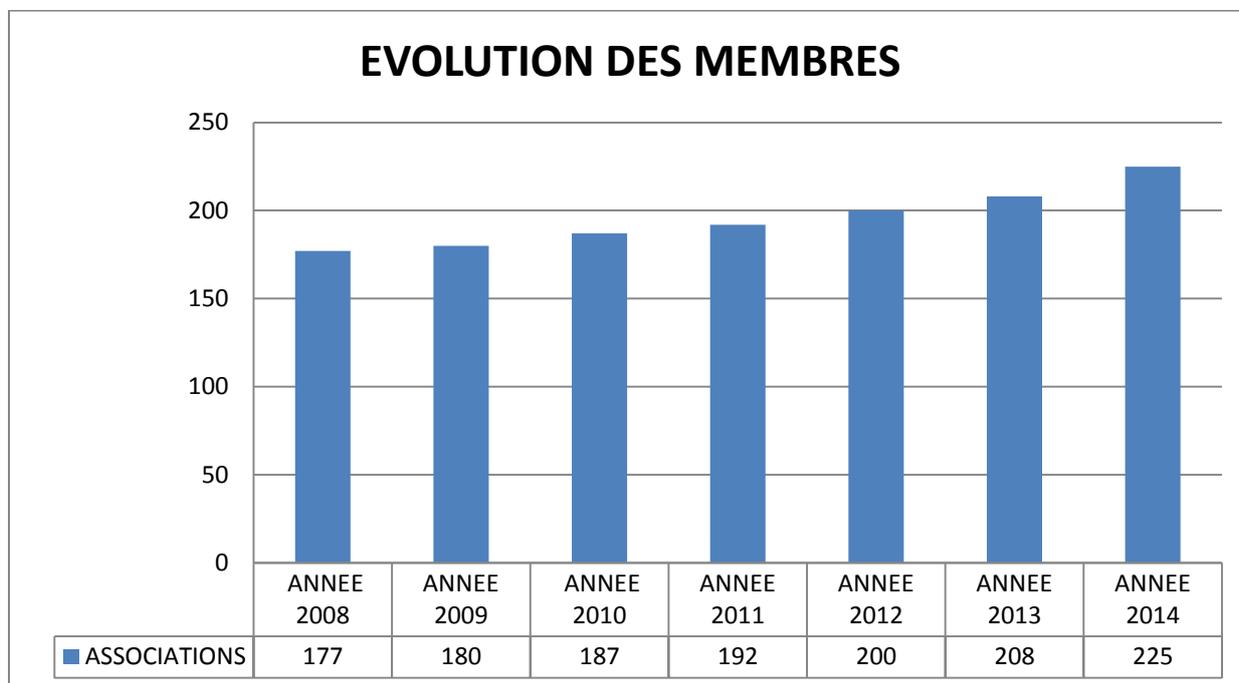
**CESI** - Service Externe de Prévention et de Protection, surveillance de santé des travailleurs et la gestion des risques. - Convention / accord-cadre

**CID ASBL** - Opérateur de formation - Convention / accord-cadre

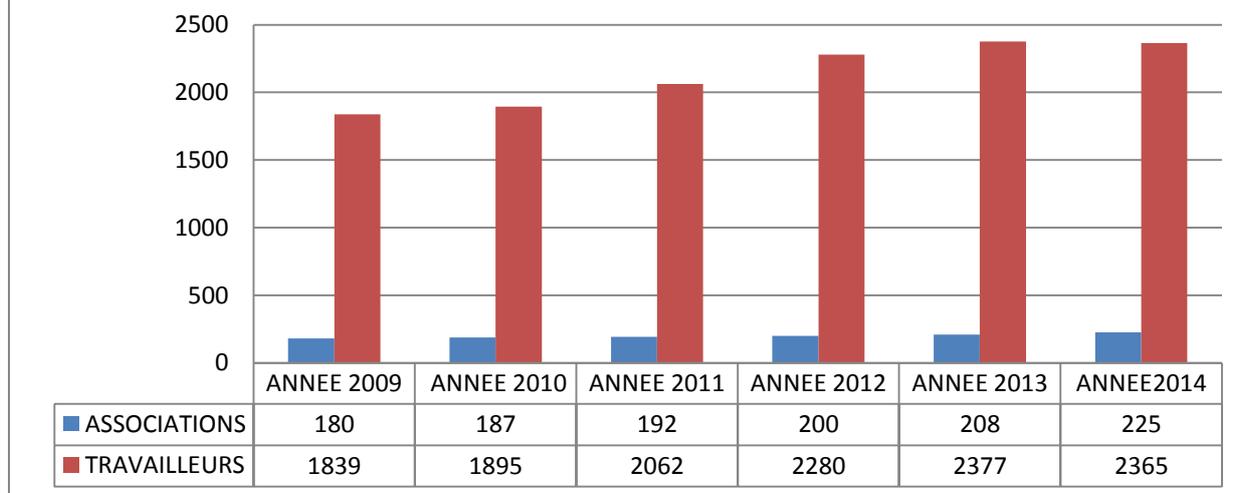
**BSC** - Belgian Senior Consultante - Convention ponctuelle pour les formations

**MEMBRES adhérents** - Affiliation via la signature d'une convention de partenariat et le paiement d'une cotisation.

## LA CODEF EN CHIFFRES



### SYNTHESE DE L'EVOLUTION DE L'EMPLOI EN FONCTION DU NOMBRE D'ASBL



Nous pouvons observer que :

- \* le nombre de nouvelles associations, qui s'affilient à la CODEF, augmente d'année en année (+ 17 en 2014);
- \* malgré une augmentation du nombre d'asbl affiliées, l'emploi reste constant.

Cette situation s'explique en partie par :

- \* le départ ou la cessation d'activité de structures ayant un grand nombre d'emplois ;
- \* le fait que le secteur n'a pas subi de perte d'emplois majeur.

## ACTIONS REALISEES EN 2014

### LES FORMATIONS

#### Formations du personnel interne de la CODEF

FONCTION	THEMES	FORMATION	DUREE	DATE
Coordinatrice	APE Nouvelles dispositions	Extra - UNIPSO	1/2 Journée	30/01/2014
Coordinatrice	Motivation du Licenciement	Extra - UNISOC	1/2 Journée	3/04/2014
Coordinatrice	Outplacement	Extra - UNISOC	1/2 Journée	17/06/2014
Coordinatrice	Risque Psychosociaux	Extra - UNISOC	1/2 Journée	18/10/2014
Coordinatrice	Comment faire du budget un outil de gestion de votre Asbl ?	Extra - Semaforma	1 journée	4/11/2014
Secrétaire	APE Nouvelles dispositions	Extra - UNIPSO	1/2 Journée	30/01/2014
Secrétaire	BEPS	Extra - CROIX ROUGE	4 1/2 journées	11-13-18-20/08/2014
Secrétaire	Risque Psychosociaux	Extra - UNISOC	1/2 Journée	18/10/2014

#### Formations des cadres

QUAND ? DUREE	CONTENU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	LIEU	FORMATEURS
Le 29 avril 2h00	Motivation du licenciement	16	Blegny	Rose Marie Arredondas
Le 13 mai 3H00	Prévention et protection du travail	11	Blegny	CESI
Le 25 septembre 3H00	Les APE par la pratique	17	Blegny	UNIPSO
Le 23 octobre 3H00	Les APE par la pratique	19	Blegny	UNIPSO
Le 26 novembre 7H00	Gérer son équipe	13	Blegny	BSC
Les 6/13/20/27 novembre et le 4 décembre 35H00	Conseiller en prévention	10	Blegny	CESI

TOTAL PARTICIPANTS : 86

TOTAL DES HEURES DES MODULES : 53

**TOTAL DES HEURES DE FORMATION : 4558 (7672 heures en 2013)**

Les formations suivantes ont été annulées par manque d'inscriptions :

- Les conflits de générations sur le lieu de travail
- Réussir le recrutement de vos nouveaux travailleurs

#### Formations continue du personnel ouvrier

CONTENU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	LIEU	FORMATEUR
Méthodologie et organisation du travail	36	Verviers	CID
Déontologie et éthique professionnelle	10	Jupille	CID
- Savoir lire sa fiche de paie pour comprendre la sécurité sociale - Quelles sont mes responsabilités et mes obligations comme travailleur ?	13	Chaufontaine	CODEF
Repassage	48	Welkenraedt	CID

TOTAL PARTICIPANTS : 107

TOTAL DES HEURES DES MODULES : 13

**TOTAL DES HEURES DE FORMATION : 1391 (1725 heure en 2013)**

**TOTAL DES HEURES DE FORMATION - TOUT PERSONNEL CONFONDU : 5949 (9397 heures en 2013)**

#### RENCONTRES - DEBATS POLITIQUES

Les politiques à la rencontre des associations / Présentation du Mémorandum de la CODEF.

La Codef a organisé avec les décideurs politiques des rencontres/débats permettant aux associations fédérées à la Codef de s'exprimer sur le thème : QUEL AVENIR POUR NOS SECTEURS AU LENDEMAIN DU TRANSFERT DES COMPETENCES ?

Ces rencontres ont été également l'occasion de présenter le Mémorandum de la Codef. Nous avons ainsi pu faire part de nos positions et de notre vision d'avenir pour le secteur à profit social dans le nouveau contexte du transfert des compétences vers les Régions qui s'inscrit dès le 1<sup>o</sup> juillet 2014.

QUI ?	QUAND ?	LIEU
Melchior Wathelet - CDH	8 avril	Blegny
Jean-Claude Marcourt - PS	5 mai	Blegny
Murielle Gerkens - ECOLO	14 mai	Blegny



Tour des régions de l'UNIPSO et présentation du Mémorandum du secteur à profit social.

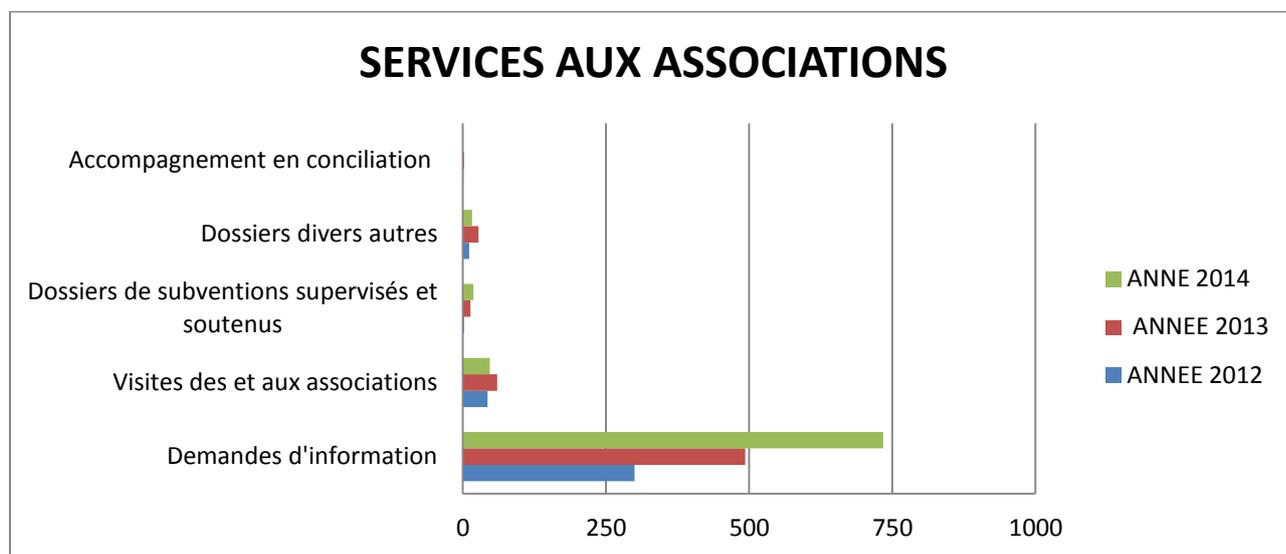
La Codéf a accueilli et co-organisé le « Tour des régions » de l'Unipso pour la Province de Liège. Ce tour des Régions avait pour objectifs de :

- présenter le Mémorandum commun des fédérations du secteur à profit social ;
- d'amener le débat et les échanges entre les professionnels du secteur et les politiques ;
- rappeler, à la veille des élections, l'importance de nos secteurs et les enjeux que nous devons relever demain...



Cette rencontre a eu lieu le 18 mars 2014 en nos locaux. Nous avons accueilli 7 représentants politiques (Présidents et élus) du MR, du CDH, du PS et d'ECOLO ainsi que 21 représentants du secteur à profit social (Fédérations et associations de terrain).

## SERVICES AUX ASSOCIATIONS



	ANNEE 2012	ANNEE 2013	ANNEE 2014
Demandes d'information via mail (principalement d'ordre juridique)	300	493	734
Visites des et aux associations	43	60	47
Dossiers de subventions supervisés (dans la rédaction des dossiers) et soutenus au sein des Cabinets et des administrations APE, PTP, FIPI, FRB, Maribel Social, FSE, Education permanente, Art 60, ...	2	13	18
Dossiers divers (commissions paritaires, statuts asbl, délégation syndicale, législation sociale, accompagnement lors des inspections Lois sociales et RW, Règlement de travail, TVA,...)	11	27	16
Accompagnement en conciliation (en commission paritaire, secrétariats sociaux, SEPP, administration,...)	1	2	0

**Total des interventions** **357**      **595**      **815**

En 2014, on constate une très forte augmentation des demandes venant des associations. Dès lors, les interactions entre les membres et la fédération sont également très importantes. De fait, une demande par mail implique, presque systématiquement, plusieurs contacts téléphoniques, une recherche (confrontation de plusieurs sources) et une réponse circonstanciée... et parfois, un accompagnement personnalisé soit dans les locaux de l'asbl soit dans les locaux de la fédération.

En ce qui concerne **les visites aux associations**, il s'agit de rencontres liées à l'accueil des nouveaux membres et à la demande de coaching des anciens membres. Le coaching permet aux membres de bénéficier d'un accompagnement personnalisé pendant une période déterminée et pour atteindre un ou des objectif(s) précis en fonction des problématiques. **Vu la quantité de demandes, les membres du personnel ont privilégié les rencontres au sein des locaux de la CODEF, ce qui permet un gain de temps non-négligeable.**

Les **dossiers de subventions** sont soutenus à divers niveaux, lors de la rédaction du dossier, lors du suivi au niveau de l'administration et des cabinets voir des fonds et autres fondations.

Les **dossiers divers** sont des dossiers qui demandent un investissement important à la fédération. En effet, il s'agit en général de dossiers complexes demandant du temps, des recherches et des contacts avec les partenaires, les administrations et les juristes de l'UNIPSO, de l'UNISOC ou du secrétariat social.

### **DOSSIERS TRAITES AU NIVEAU INTERSECTORIEL**

La CODEF contribue activement à faire connaître et à défendre les positions de ses membres au sein des groupes de travail de l'UNIPSO et de l'UNISOC. Nous participons à tous les groupes de travail des deux confédérations.

Les groupes de travail de l'UNIPSO et de l'UNISOC sont composés de représentants des fédérations. Selon les matières traitées, les groupes de travail sont les endroits où s'élaborent les notes techniques et se préparent les positions des conseils d'administration des confédérations. Ils sont aussi des lieux d'échanges et d'informations pour les fédérations.

**Ces positions sont ensuite reportées au niveau du CNT (Conseil National du Travail), dans les cabinets des ministres fédéraux et régionaux en fonction des matières, en tout endroit de décision et de concertation (Groupe des 10, CESW, CNT, ...). C'est dans ces groupes de travail que se discute et se positionne le secteur à profit social avant et pendant les négociations avec les syndicats, les pouvoirs publics et les fédérations patronales marchandes.**

En 2014, nous y avons traités de nombreuses matières.

Au sein de l'**UNISOC** : réduction de cotisations Onss, la TVA, révision de la tarification SEPP (médecine du travail), Groupement d'employeurs, harmonisation des statuts ouvriers/employés, accord du gouvernement fédéral et implication dans le secteur à profit social (saut d'index, pacte de compétitivité, RCC...), élections sociales, efforts de formation, CCT diverses, outplacement, groupes à risques, suivi des dossiers en commissions paritaires, modernisation du droit du travail (horaires flottants, temps de travail, ...), risques psychosociaux, vacances jeunes et seniors.

Au sein de l'**UNIPSO** : APE (transfert en matière d'emploi, ancienneté barémique, modifications du décret, réductions ONSS et pécules de vacances de sortie), cadastre de l'emploi non-marchand, simplification administrative, dialogue social européen, tuteur en entreprise, formations.

## OUTILS DE COMMUNICATION

Les outils de communication principaux de la CODEF sont le site internet (essentiellement via l'accès exclusif aux membres), le Codef Info, la Page Facebook, les mailings, le téléphone, SMS.

Le Mémoire CODEF et le Baromètre financier des associations fédérées à la CODEF ont été notre principal outil de communication pendant toute l'année 2014.

Les documents peuvent être consultés sur le site de la Codef :

<http://www.codef.be/wp-content/uploads/2011/06/MEMORANDUM-20142.pdf>

<http://www.codef.be/wp-content/uploads/2014/03/Barometre-financier-21.pdf>

## FINANCEMENT

Pour permettre à la Fédération de soutenir la structure permanente et ainsi poursuivre ses missions, la CODEF a besoin de financements :

- La CODEF bénéficie d'une aide annuelle de la RW depuis 2011. Quatorze points **APE** sont ainsi répartis sur les deux postes.

- La Codef a introduit une demande de poste APE pour 0.5 ETP à la suite d'une cession de points. Ce poste mi-temps est valorisé à hauteur de 5 points APE. Dans le cadre de cette cession, nous avons demandé à ce que la fonction soit revue.

L'accord de la Région porte donc sur 0.5 ETP, à durée indéterminée, assistant(e) de projet. L'accord est attendu dans le courant du mois de mars 2015.

- Les **cotisations** versées par les membres sont d'une importance capitale pour le financement de la fédération. Les cotisations se déclinent comme suit :

\* Une association sans travailleur paie une cotisation unique par an d'une valeur de 18 euros;

\* Une association ayant des travailleurs paie une cotisation par travailleur et par an de 18 euros.

(le montant de la cotisation à la Codef est largement récupéré par les asbl grâce aux avantages financiers négociés par la fédération pour ses membres).

- Les formations organisées par la fédération apportent également des moyens financiers supplémentaires à la structure.

## INTERPELLATIONS POLITIQUES

La CODEF s'est inscrite dans une démarche proactive. De fait, elle a interpellé divers représentants politiques, les instances régionales et fédérales. Nos interpellations ont été faites par courriers et au travers de rencontres, parfois les deux.

Dossiers défendus :

- Problématiques liées au sous-financement du secteur à profit social et en particulier aux secteurs non agréés et non subventionnés (Présidents de partis).
- Problématiques ACS/APE - conséquences de la conversion en réductions groupes cibles (Mme Monica De Coninck - Ministre de l'emploi fédéral et Mme Laurette Onkelinx - Ministre de tutelle de l'ONSS).
- Problématique de la perte de mandats au niveau de la délégation syndicale, problématique du remboursement des congés éducations payés,... (SPF Emploi, Travail et concertation sociale).
- Envoi du Mémoire de la Codef à tous les présidents de partis, les ministres et députés (PS, ECOLO, CDH, MR et le PTP).
- Demande d'audience après les élections auprès des nouveaux ministres régionaux : Mme Eliane Tilleux (Ministre de l'emploi), Mr Maxime Prévot (Ministre des affaires sociales).

## CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

### CONCLUSIONS POUR 2014

Pour rappel, nous avons axé notre travail sur les points cités ci-dessous... Et tout particulièrement sur le financement de la fédération et la création d'outils qui nous permettraient, en période électorale et de mise en place d'un nouveau gouvernement, de donner une réelle visibilité à la fédération et à nos membres... Et surtout à nos revendications ! Quels sont les résultats ? :

Axe de travail et résultats en 2014 :

- Le Mémoire CODEF et la défense de nos revendications - **objectif atteint.**
- La participation active au Mémoire de l'UNIPSO - **objectif atteint.**
- La formation des cadres - **objectif atteint.**
- La formation du personnel ouvrier - **objectif atteint.**
- La recherche de subventions - **objectif atteint.**
- Développer de nouveaux partenariats dans le cadre de nouveaux accords-cadres - **objectif non atteint.**
- Améliorer les accords-cadres actuels - **objectif atteint**
- La poursuite des travaux menés ou à mener auprès des commissions paritaires pour les employeurs ne rentrant pas dans les politiques fonctionnelles. - **objectif toujours en cours**
- Clôture de l'analyse financière - Baromètre financier des associations fédérées à la CODEF - **objectif atteint**

Nous pouvons dire que nous avons réalisé nos objectifs principaux « haut la main ».

De fait, le financement de la fédération est pérennisé par l'apport de subventions à l'emploi et par le financement structurel que constituent les cotisations de nos membres. De plus, la qualité de nos formations draine un nombre important d'associations non membres, qui participent au financement de la fédération. Bien sûr, en matière financière, personne n'est jamais à l'abri d'une mauvaise surprise. Toutefois, nous avons atteint les moyens financiers qui nous permettent de voir l'avenir avec une certaine sérénité... tout en continuant à travailler dans ce sens...

Quant à notre visibilité et notre place au sein du secteur à profit social, nous pouvons dire que nous avons atteint nos objectifs « pour cette année 2014»... Nous sommes aujourd'hui une fédération qui a sa place sur l'échiquier politique et celui de la concertation sociale. Nous avons joué notre rôle d'interlocuteur social et nous avons pu, lors de cette année électorale et de mise en place des nouveaux gouvernements, faire entendre notre voix. Nous avons tiré parti de nos outils de communication en tout endroit de discussions et de débats. Nous les avons diffusés largement auprès de tous ceux qui jouent un rôle quant à l'avenir de notre société.

## **COMPTES 2014**

(Voir documents ci-après)



## Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
<b>ACTIFS IMMOBILISES</b>	20/28	1.585,20	2.146,35	2.707,50
I. Frais d'établissement (annexe I)	20			
II. Immobilisations incorporelles (ann. II)	21			
III. Immobilisations corporelles (ann. III)	22/27	1.585,20	2.146,35	2.707,50
A. Terrains et constructions	22			
B. Installations, machines et outillage	23			
C. Mobilier et matériel roulant	24	1.585,20	2.146,35	2.707,50
240000 Mobil. et mat. de bureau - pleine prop.	24	3.268,65	3.268,65	3.268,65
240900 Amortissements s/ mob./ mat. Bureau (-)	24	(1.683,45)	(1.122,30)	(561,15)
D. Location-financement et droits similaires	25			
E. Autres immobilisations corporelles	26			
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27			
IV. Immobilisations financières (ann. IV et V)	28			
A. Entreprises liées	280/1			
1. Participations	280			
2. Créances	281			
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3			
1. Participations	282			
2. Créances	283			
C. Autres immobilisations financières	284/8			
1. Actions et parts	284			
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8			
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	29/58	51.537,90	46.242,77	62.218,88
V. Créances à plus d'un an	29			
A. Créances commerciales	290			
B. Autres créances	291			
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3			
A. Stocks	30/36			
1. Approvisionnements	30/31			
2. En-cours de fabrication	32			
3. Produits finis	33			
4. Marchandises	34			
5. Immeubles destinés à la vente	35			
6. Acomptes versés	36			
B. Commandes en cours d'exécution	37			
VII. Créances à un an au plus	40/41	2.234,70	1.802,00	18.802,00
A. Créances commerciales	40	432,70		
400000 Clients	40	432,70		
B. Autres créances	41	1.802,00	1.802,00	18.802,00
416900 Autres créances diverses	41			17.000,00
416910 Avances Onss	41	1.802,00	1.802,00	1.802,00
VIII. Placements de trésorerie (ann. V et VI)	50/53	46.906,25	42.747,45	38.509,10
A. Actions propres	50			
B. Autres placements	51/53	46.906,25	42.747,45	38.509,10
532000 Axa Banque BE75 7554 3666 4751	51/53	46.906,25	42.747,45	38.509,10

## Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
<b>IX. Valeurs disponibles</b>	54/58	<b>1.297,22</b>	<b>124,12</b>	<b>3.847,22</b>
550000 Axa Banque BE47 7512 0079 4080	54/58	1.297,22	124,12	3.847,22
<b>X. Comptes de régularisation (ann. VII)</b>	490/1	<b>1.099,73</b>	<b>1.569,20</b>	<b>1.060,56</b>
490000 Charges à reporter	490/1	1.099,73	1.569,20	1.060,56
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>53.123,10</b>	<b>48.389,12</b>	<b>64.926,38</b>

## Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
	10/15	41.555,96	39.256,68	53.075,66
<b>I. Capital (ann. VIII)</b>	10	49.187,66	49.187,66	49.187,66
A. Capital souscrit	100	49.187,66	49.187,66	49.187,66
100000 Patrimoine de départ	100	49.187,66	49.187,66	49.187,66
B. Capital non appelé	101			
<b>II. Primes d'émission</b>	11			
<b>III. Plus-values de réévaluation</b>	12			
<b>IV. Réserves</b>	13			
A. Réserve légale	130			
B. Réserves indisponibles	131			
1. Pour actions propres	1310			
2. Autres	1311			
C. Réserves immunisées	132			
D. Réserves disponibles	133			
<b>V. Bénéfice reporté</b>	140			3.888,00
140000 Bénéfice reporté	140			3.888,00
<b>Perte reportée</b>	141	(7.631,70)	(9.930,98)	
141000 Perte reportée (-)	141	(7.631,70)	(9.930,98)	
<b>VI. Subsidés en capital</b>	15			
<b>PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES</b>				
	16			
<b>VII. A. Provisions pour risques et charges</b>	160/5			
1. Pensions et obligations similaires	160			
2. Charges fiscales	161			
3. Grosses réparations et gros entretien	162			
4. Autres risques et charges (ann. IX)	163/5			
<b>B. Impôts différés</b>	168			
<b>DETTES</b>				
	17/49	11.567,14	9.132,44	11.850,72
<b>VIII. Dettes à plus d'un an (ann. X)</b>	17			
A. Dettes financières	170/4			
1. Emprunts subordonnés	170			
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171			
3. Dettes de location-financement et assimilées	172			
4. Etablissements de crédit	173			
5. Autres emprunts	174			
B. Dettes commerciales	175			
1. Fournisseurs	1750			
2. Effets à payer	1751			
C. Acomptes reçus sur commandes	176			
D. Autres dettes	178/9			
<b>IX. Dettes à un an au plus (ann. X)</b>	42/48	11.567,14	9.132,44	11.850,72
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42			
B. Dettes financières	43			
1. Etablissements de crédit	430/8			
2. Autres emprunts	439			
C. Dettes commerciales	44	2.311,62		1.157,22
1. Fournisseurs	440/4	2.311,62		1.157,22

## Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
440000 Fournisseurs	440/4	2.311,62		1.157,22
2. Effets à payer	441			
D. Acomptes reçus sur commandes	46			
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	9.255,52	9.132,44	10.693,50
1. Impôts	450/3			
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	9.255,52	9.132,44	10.693,50
455200 Rémunérations dues - employés	454/9			2.766,73
456200 Pécule de vacances - employés	454/9	9.255,52	9.132,44	7.926,77
F. Autres dettes	47/48			
X. Comptes de régularisation (ann. XI)	492/3			
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>53.123,10</b>	<b>48.389,12</b>	<b>64.926,38</b>

## Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
<b>I. Ventes et prestations</b>	70/74	<b>76.208,28</b>	<b>63.647,31</b>	<b>68.536,52</b>
A. Chiffre d'affaires (ann. XII, A)	70			
B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en	71			
C. Production immobilisée	72	75.648,17	63.096,58	68.184,16
731000 Cotisations membres adhérents	72	35.777,00	28.421,00	27.447,00
732000 Formations	72	6.120,92	8.053,92	
733000 Frais de déplacement	72		(37,04)	
733100 Récupération de frais	72	432,70		
736000 Subventions Forem	72	33.317,55	26.658,70	23.737,16
736100 Autres subventions	72			17.000,00
D. Autres produits d'exploitation (ann. XII, B)	74	560,11	550,73	352,36
749100 Exemption versem. précompte.	74	560,11	550,73	352,36
<b>II. Coût des ventes et prestations</b>	60/64	<b>(74.023,76)</b>	<b>(77.742,62)</b>	<b>(64.826,56)</b>
A. Approvisionnements et marchandises	60			
1. Achats	600/8			
2. Variation des stocks (augmentation -, réduction +)	609			
B. Services et biens divers	61	13.829,14	16.477,40	8.079,19
611000 Location salle	61		100,00	
611001 Location bureaux	61	3.600,00	3.000,00	
611300 Entretien et réparation voitures	61			162,24
611430 Entretien et rép. - mob./mat. Bur.	61			179,90
611520 Entretien et rép. - matériel	61		72,60	
612200 Produits d'entretien	61	6,92	5,96	26,39
612250 Petit matériel	61	278,54	419,79	20,53
612400 Imprimés	61	283,52	107,80	
612420 Fournitures de bureau diverses	61	914,70	1.069,47	377,82
612430 Documentation	61	70,00	648,58	495,31
612500 Téléphone	61	1.374,42	972,96	862,90
612520 Internet, site, hébergement, mail box	61	72,60	72,60	72,60
612550 Frais postaux	61	263,30	147,40	264,35
613210 Honoraires comptables	61	181,50	223,85	
613291 Frais secrétariat social	61	339,56	330,21	225,22
613530 Assurance responsabilité civile	61	150,00	150,00	
613611 Assurance auto pr déplac. professionnels	61	1.099,73	1.060,56	1.141,38
615000 Formation membres	61	1.950,00		
615100 Voyages, déplacements	61			378,00
615101 Parking	61	28,80	42,45	95,65
615102 Trains, trams, bus	61	297,20	358,60	85,30
615120 Participation à des cours, ...	61	562,58	4.957,49	190,00
615130 Frais assemblée générale	61		82,97	
615200 Annonces et insertions	61		397,61	
615260 Fleurs et cadeaux	61	30,50	80,00	72,45
615310 Insertions au Moniteur et média	61	122,94	121,97	118,70
615420 Cotisations groupement professionnels	61	1.419,00	1.402,00	1.366,00
615500 Dons, lib., coti. ass. nn-prof.	61		100,00	
615700 Frais s/chèques repas	61	30,49	151,73	181,50
616600 Frais de restaurant	61	147,90	400,80	1.408,25
616700 Frais de réception	61	604,94		354,70
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (ann. XII, C2)	62	59.602,28	60.660,45	56.121,35
620200 Rémunérations - Employés	62	51.191,74	50.485,43	43.908,09
620240 Double pécule de vac. - Employés	62	3.728,11	3.487,43	
621020 Cotisations ONSS sur salaires - employés	62	336,63	310,85	272,17

## Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
623030 Assurance-loi - resp. civ - prot. jurid.	62	657,34	437,60	
623100 Intervention frais de déplacement	62	2.248,98	2.739,59	2.215,13
623200 Service médical, médecine du travail	62	80,40	201,00	235,20
623210 Chèque-repas	62	144,00	664,50	453,00
623250 Abonnement social	62	1.092,00	1.092,00	1.092,00
623260 Cantine	62		36,38	
623290 Autres frais de personnel	62			18,99
625020 Dotation provision PV - employés	62	9.255,52	9.132,44	7.926,77
625100 Util. / reprise provision PV	62	(9.132,44)	(7.926,77)	
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur	630	561,15	561,15	561,15
630230 Dot. Amort. s/ mobilier et matériel	630	561,15	561,15	561,15
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur	631/4			
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)(ann.	635/7			
G. Autres charges d'exploitation (ann. XII,F)	640/8	31,19	43,62	64,87
640130 Précompte mobilier	640/8	31,19	43,62	64,87
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	649			
<b>III. Bénéfice d'exploitation</b>	70/64	<b>2.184,52</b>		<b>3.709,96</b>
<b>Perte d'exploitation</b>	64/70		<b>(14.095,31)</b>	
<b>IV. Produits financiers</b>	75	<b>204,29</b>	<b>290,79</b>	<b>310,39</b>
A. Produits des immobilisations financières	750			
B. Produits des actifs circulants	751	203,78	290,77	310,38
751000 Produits des actifs circulants	751	203,78	290,77	310,38
C. Autres produits financiers (ann. XIII, A)	752/9	0,51	0,02	0,01
758200 Différence sur paiements	752/9	0,51	0,02	0,01
<b>V. Charges financières</b>	65	<b>(89,53)</b>	<b>(14,46)</b>	<b>(132,35)</b>
A. Charges des dettes (ann. XIII,B et C)	650			
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II.E.	651			
C. Autres charges financières (ann. XIII, E)	652/9	89,53	14,46	132,35
658200 Différences sur paiements	652/9	0,01	0,16	
659000 Frais bancaires	652/9	89,52	14,30	132,35
<b>VI. Bénéfice courant avant impôts</b>	70/65	<b>2.299,28</b>		<b>3.888,00</b>
<b>Perte courante avant impôts</b>	65/70		<b>(13.818,98)</b>	
<b>VII. Produits exceptionnels</b>	76			
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations	760			
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	761			
C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	762			
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	763			
E. Autres produits exceptionnels (ann. XIV, A)	764/9			
<b>VIII. Charges exceptionnelles</b>	66			
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais	660			
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	661			
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels (dotations +, reprises -)	662			
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	663			
E. Autres charges exceptionnelles (ann. XIV, B)	664/8			
F. Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration	669			
<b>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts</b>	70/66	<b>2.299,28</b>		<b>3.888,00</b>
<b>Perte de l'exercice avant impôts</b>	66/70		<b>(13.818,98)</b>	
<b>IX bis. A. Prélèvements sur les impôts différés</b>	780			

Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
B. Transfert aux impôts différés	680			
<b>X. Impôts sur le résultat</b>	67/77			
A. Impôts (ann. XV)	670/3			
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77			
<b>XI. Bénéfice de l'exercice</b>	70/67	<b>2.299,28</b>		<b>3.888,00</b>
<b>Perte de l'exercice</b>	67/70		<b>(13.818,98)</b>	
<b>XII. Prélèvements sur les réserves immunisées</b>	789			
<b>Transfert aux réserves immunisées</b>	689			
<b>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter</b>	(70/68)	<b>2.299,28</b>		<b>3.888,00</b>
<b>Perte de l'exercice à affecter</b>	(68/70)		<b>(13.818,98)</b>	

## Valeurs EUR

	Case	**/2014 - 12/2014	**/2013 - 12/2013	**/2012 - 12/2012
<b>A. Bénéfice à affecter</b>	70/69			<b>3.888,00</b>
Perte à affecter	69/70	(7.631,70)	(9.930,98)	
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	2.299,28		3.888,00
Perte de l'exercice à affecter	68/70		(13.818,98)	
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		3.888,00	
Perte reportée de l'exercice précédent	690	(9.930,98)		
<b>B. Prélèvements sur les capitaux propres</b>	791/2			
1. sur le capital et les primes d'émission	791			
2. sur les réserves	792			
<b>C. Affectations aux capitaux propres</b>	691/2			
1. au capital et aux primes d'émission	691			
2. à la réserve légale	6920			
3. aux autres réserves	6921			
<b>D. Résultat à reporter</b>	793/693	<b>7.631,70</b>	<b>9.930,98</b>	<b>(3.888,00)</b>
1. Bénéfice à reporter	693			(3.888,00)
2. Perte à reporter	793	7.631,70	9.930,98	
<b>E. Intervention d'associés dans la perte</b>	794			
<b>F. Bénéfice à distribuer</b>	694/6			
1. Rémunération du capital	694			
2. Administrateurs ou gérants	695			
3. Autres allocataires	696			
<b>HORS BILAN</b>				

## PERSPECTIVES POUR 2015

Nous continuerons à mener nos missions de base tout en étant présents là où nous pourrions faire avancer le secteur à profit social. Nous serons attentifs spécialement au niveau régional en ce qui concerne les matières qui concernent nos secteurs. Nous serons vigilants à ce que les plus fragiles d'entre nous ne subissent pas les désagréments de politiques d'austérité...

D'autre part, nous axerons notre travail sur :

- L'augmentation de l'offre de formation pour les cadres.
- Le maintien de l'offre de formation du personnel ouvrier.
- La mise en place d'une centrale de marché.
- La continuité et l'amélioration des accords-cadres actuels.
- La poursuite des travaux auprès des commissions paritaires pour les employeurs ne rentrant pas des politiques fonctionnelles. Et tout particulièrement en CP 318 et en CP 337.
- La poursuite de nos actions auprès des pouvoirs publics, des politiques, des partenaires sociaux,...
- La participation active et stratégique au sein des instances déjà existantes et des nouvelles venues dues à la régionalisation.
- Le maintien et l'amélioration des services aux membres par un renforcement de l'équipe.

## BUDGET 2015

### Recettes

Postes	Budget 2012	Budget 2013	Budget 2014	Budget 2015
Cotisations membres	24.000 €	28.000 €	34.500 €	42.300 €
Subsides APE	26.313 €	26.750 €	27.000 €	56.400 €
Dons	5.000 €			
Intérêts	200 €	200 €	200 €	200 €
Formations		3.950 €	5.000 €	6.700 €
Subsides formations		17.000 €	5.900 €	
<b>Total des recettes</b>	<b>55.513 €</b>	<b>75.900 €</b>	<b>72.600 €</b>	<b>105.600 €</b>

### Dépenses

	Budget 2012	Budget 2013	Budget 2014	Budget 2015
<b>Rémunérations et charges</b>				
Rémunérations	51.251 €	53.500 €	56.500 €	72.500 €
Congés payés				4.900 €
Prime Fin Année				2.150 €
Secrétariat social	225 €	350 €	340	540 €
Ass loi	734 €	310 €	450	700 €
CESI		450 €	205 €	200 €
Frais déplacements domicile/travail	1.092 €	1.092 €	1092	1.900 €
Fr déplacement (Assur., km, train, parking)	2.908 €	2.908 €	3208	5.150 €
<b>Services et frais divers</b>				
Frais généraux divers	30 €	390 €	1.000 €	1.000 €
Frais Formation		5.000 €	5.000 €	3.500 €
Frais de représentation	3.674 €	2.000 €	500 €	500 €
Affiliation UNIPSO	1.326 €	1.400 €	1.425 €	1.450 €
Amort., matériel de bureau et mobilier		1.200 €	560 €	560 €
Petit matériel		500 €	250 €	1.250 €
Belgacom		900 €	1.300 €	1.550 €
Frais de secrétariat	2.000 €	1.100 €	2.000 €	2.000 €
Loyer		3.600 €	3.600 €	3.600 €
Charges locatives (Electricité, chauffage, nettoyage, eau)	1.200 €	1.200 €		1.200 €
Ass RC Administrateur			150 €	150 €
Location de salle				800 €
<b>Total des recettes</b>	<b>64.440 €</b>	<b>75.900 €</b>	<b>77.580 €</b>	<b>105.600 €</b>

## ANNEXES

### LES MEMBRES

A L'AUBE DU BIEN ETRE  
ABCZAAM  
ACADEMIE WELLNESS  
ACCUEIL ET VIE EN RÉGION DE HUY  
ACG LIEGE  
ACROPOLE  
ACTION CINÉ MÉDIAS JEUNES ASBL  
ACTION LOCALE POUR L'EMPLOI (ACLE)  
ACTION RECHERCHE CULTURELLE LIÈGE  
ACTION SOCIALE AU BERNALMONT  
ACTIONS RÉGIONALES POUR LA COLLECTIVITÉ.  
AEDE-EL (ASSOCIATION EUROPÉENNE DES ENSEIGNANTS)  
AEQUOLAB.EU  
AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI DE CLAVIER  
AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI DE OLNE  
AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI D'OREYE  
AIC SOLIDARITÉ  
ALEM HUY  
ALIFUCAM  
ALTERNATIVE  
AMERCOEUR SERVICES  
AMICALE  
AMIS DE L'EGLISE PROTESTANTE BAPTISTE  
AMIS DE LOGBIERMÉ  
AMIS DU CHÂTEAU DE TRAZEGNIES  
AMUSETTE  
APDS  
ARC ACTION RECHERCHE CULTURELLES CHAUDFONTAINE  
ARC SOUMAGNE  
ARC VERVIERS  
ARCHÉOLOGIE ANDENNAISE  
AS HOUTAIN  
ASS. BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES CHRÉTIENNES DE TOURNAI  
ASS.DES OEUVRES PAROIS DE STEMBERT  
ASSISTANCE À L'ENFANCE. PARENTS SECOURS  
ASSOCIATION MONITEURS DE GYM SPORTIVE  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CHARITÉS  
ATELIER CEC  
ATELIER GUY NESS  
AU PETIT SOLEIL  
AVOUIERIE D'ANTHISNES  
BAMBINERIE  
BANQUE ALIMENTAIRE DU PAYS CHARLEROI ET DUCENTRE  
BATISSONS NOTRE AVENIR  
BERCAIL  
BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE LIBRE DE HESBAYE  
BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES LIBRES VISÉ  
BOÎTE À COULEURS - FERME DU MONCEAU  
BULL'DINGUE CENTRE D'EXPRESSION ET CRÉATIVITÉ  
BUREAU DIOCÉSAIN DE LIÈGE  
CAMERA ETC  
CAP MIGRANTS  
CDM 2047  
CEDEVIT  
CELIA

CENSE EQUI'VOC  
 CENTRE CULTUREL CERCLE ST. LAMBERT  
 CENTRE CULTUREL AL VILE CINSE  
 CENTRE CULTUREL ARABE EN PAYS DE LIÈGE  
 CENTRE CULTUREL DE REMICOURT  
 CENTRE CULTUREL DE WANZE  
 CENTRE DE JOUR LIÉGEOIS (CEJOLI)  
 CENTRE DE RESSOURCES CRGEW  
 CENTRE DE SANTÉ  
 CENTRE HERVIEN D'ANIMATION CULTURELLE  
 CENTRE JOUR INTÉGRATION-ÉPANOUISSMENT LIEGEOIS CEJIEL  
 CENTRE MAXIMILIEN KOLBE  
 CENTRE MULTI MEDIA DON BOSCO  
 CENTRE REGIONAL DE LA PETITE ENFANCE  
 CENTRE SPIRITUEL IGNATIEN LA PAIRELLE  
 CERCLE HISTORIQUE TERRE DE DURBUY  
 CERCLE SAINT LÉON  
 CHÂTEAU D'OUPEYE -GÉNÉRATION FUTURE  
 CHAUDFONTAINE SANTÉ  
 CHAUDFONTAINE SERVICES  
 CHEMINS DE L'ÊTRE  
 CLAIRE ET NET  
 CLARAH  
 COLLECTION ET PATRIMOINE  
 COMITÉ DE GESTION PAROISSE DE BOIS DE BREUX  
 COMPAGNONS DÉPANEURS  
 CONTRAT RIVIÈRE D'OURTHE  
 CONTRE-POING  
 CORDÉE  
 COUPOLE  
 CRE ET ARTS TROUPE SONORE  
 CUESTAS  
 DE BOUCHE À OREILLE - JEUNESSE  
 DE BOUCHE À OREILLE  
 DE VIVE VOIX  
 DIAPASON ASBL  
 DIMENSION SPORT  
 DIXPONIBLES  
 DOMAINE DES FAWES  
 DYNA-LIVRES  
 E.B.S.A (EAST BELGIAN SHOTIN ASSOCIATION)  
 ECOLE DES DEVOIRS REINE ASTRID  
 ECOLE ST. JOSEPH DE BLEGNY  
 EFFORT DE BONCELLES  
 ENFANTS DE LA PAIX  
 ENTRAIDE ET SERVICES DE DALHEM (ESD)  
 ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ PROTESTANTES  
 EPAC (ECOLE DE PEINTURE ANCIENNE)  
 EPICURIEN  
 EPI  
 ESPOIR  
 EVEIL/ALE  
 FABRIQUE EGLISE NOTRE-DAME CHERATTE  
 FABRIQUE D'EGLISE ST AMAND JUPILLE  
 FABRIQUE D'EGLISE ST MARTIN  
 FABRIQUE D'EGLISE STE. WALBURGE  
 FÉDÉRATION DES ARCHÉOLOGUES DE WALLONIE ET DE BRUXELLES  
 FÉDÉRATION FRANCOPHONE DE GYMNASTIQUE  
 FER À CHEVAL  
 FERME DES ENFANTS - CENTRE NATURE DE LIÈGE  
 FIBBC

FLÉRON SERVICES CULTURE  
FRATERNITÉ DE TIBÉRIADE  
G.A.S INTERSERVICE DE RUMES  
GAL - BURDINALE- MÉHAIGNE  
GAL - PAYS DES CONDRUSES  
GAMAH  
GROUPE D'ATELIER DE RECHERCHE (GAR)  
HANDICAP ET HÉBERGEMENT (LES MIRABELLES)  
HAUT REGARD  
HEBERLIE  
HECOWALA  
HEROMNISPORTS  
HIPPOPASSION  
HYDRAGI-GEMBLoux  
HYPOTHESE  
IMPROMPTUS CHORÉGRAPHIQUES  
INFOREF  
INTER ASSISTANCE SERVICE  
INTER SERVICE WELKENRAEDT  
INTERNAT LIBRE DU CŒUR DE LIEGE  
JARDIN ANIMÉ ASBL  
JUDO NEUPRÉ WALLONIE  
JUMENT BLONDE  
KIDOGOS  
KI VOILA  
LEEP-LIÈGE EMPLOI  
LEVANT OLNOIS  
MAISON DE LA PAIX - LIEGE BARIS  
MAISON DE LA POÉSIE D'AMAY  
MAISON DES JEUNES DE WANZE  
MARELLE  
MÉMOIRE ET ACTION COLLECTIVES  
MÈRE JOSÉPHINE  
MERIDIAN  
MOBILIS ASSISTANCE  
MONASTÈRE DES CARMÉLITES DE CORNILLON  
MOUVEMENT NATIONAL VIE LIBRE  
MUSÉE DES TRANSPORT EN COMMUN DU PAYS DE LIÈGE  
MUSICA LUMINIS  
MUZÁĀKA  
NATURE ET PROGRÈS  
NEUPRÉ-SANTÉ-NANDRIN  
NEW (NAMUR EUROPE WALLONIE)  
OASIS FAMILIALE  
OBSERVATOIRE: REVUE  
ŒUVRE PAROISSIALE ND LICOUR  
ŒUVRES DE LA PAROISSE DE SAINT MARTIN  
ŒUVRES PAROISSIALES COUTHUIN HÉRON BURDINNE  
ŒUVRES PAROISSIALES ST AMAND DE JUPILLE  
ŒUVRES PAROISSIALES ST JULIENNE  
ŒUVRES PAROISSIALES ST LAMBERT  
ŒUVRES PAROISSIALES ST. JOSEPH-ST LÉON  
OREE  
PASTORALE PLATEAU DE HERVE  
PHYTEAUWAL  
PIROUETTES  
PLAIN-PIED  
PLANÈTE ZEN  
PORTE OUVERTE VISÉTOISE  
PORTE OUVERTE-LIEGE ACCUEIL  
PRÉVENTION ET AIDE À LA JEUNESSE PAJ

PROBILA-UNITRAB  
PROMANDENNE  
PROMOTION CULTURELLE ET SPORTIVE  
PROMOTION DE L'EMPLOI  
RADIO EQUINOXE NAMUR  
RÉCRÉASOL  
RÉCRÉ DU COEUR  
REINHARDSTEIN  
RESTAURANT DU CŒUR.ENTRAIDE ALIMENTAIRE  
RÉUSSIR À L'ECOLE  
RIBAMBELLE  
RONDE ENFANTINE  
SAINTE WALBURGE  
SAMBRE-ALPHA  
SAUF ERREUR/OMISSION  
SCÈNE DU BOCAGE  
SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT DE NAMUR  
SERVICE D'AIDE SOCIALE AUX JUSTICIABLES  
SERVICE DIOCÉSAIN DES JEUNES  
SERVICE SOCIAL ST. VINCENT DE PAUL  
SOC.ARCHÉOLOGIE HISTORIQUE DE VISÉ  
SOC.TITRES SERVICE DE REMICOURT  
SYND.INIT. SY LOGNE VIEUXVILLE  
SYNDICAT D'INITIATIVE ET DE TOURISME FERRIÈRES  
SYNDICAT D'INITIATIVE FRAITURE  
SYNDICAT D'INITIATIVES DE MONTZEN PLOMBIÈRES  
SYNDICAT INIT. DES 3 FRONTIÈRES  
TA AWUN COOPÉRATION  
TCHICASS  
TÉLÉ ENTRAIDE  
TÉLÉ SERVICE FLÉMALLE  
TÉLÉ SERVICE SERAING  
TEMPS POUR MOI  
TERRAINS D'AVENTURES HODIMONT  
THÉÂTRE DES ZYGOMARS  
TI MOUNN  
TRAILLE  
UN, DEUX, TROIS, QUATRE  
UNION HESBIGNONNE  
UNION NATIONALE DES AGROBIOLOGISTES BELGES  
UNITÉ PASTORALE DE HERVE  
VING TSUN KUNG FU ASSOCIATION BELGIUM  
VIVRE SOLIDAIRE  
WORLD CITIZENS MUSIC  
YAMBI DEVELOPPEMENT  
ZÉPHYR  
ZÉTETIQUE THEATRE